

## Etude prospective Adour 2050

### Compte-rendu du Comité Technique du mardi 03 avril 2018

#### Scénarios alternatifs et critères d'admissibilité

#### à Mont-de-Marsan

*La liste des personnes présentes et excusées est disponible en annexe 1.*

*Le support de présentation est disponible en annexe 2.*

### Ordre du jour

L'ordre du jour portait sur les 4 points suivants :

- Retour sur les ateliers de construction des scénarios alternatifs
- Présentation et validation des scénarios alternatifs
- Sélection des critères d'admissibilité
- Discussion autour des prochains ateliers de concertation

### Retour sur les ateliers de construction des scénarios alternatifs

ACTeon expose les objectifs de la journée d'ateliers de construction des scénarios alternatifs, ayant eu lieu le 6 février 2018. L'évènement a regroupé une 50aine de personnes et a permis d'aboutir à 6 scénarios dont 1 « catastrophe ». L'atelier a fait l'objet d'une évaluation en ligne. 8 réponses ont été collectées. Les participants ont jugé cet atelier utile à la démarche Adour 2050.

### Présentation et validation des scénarios alternatifs

Le Comité Technique examine les 6 scénarios alternatifs rédigés suite à l'atelier de concertation du 6 février.

#### **Remarques générales**

Les scénarios ne sont pas très faciles à lire pour le moment, ils manquent de fluidité. Le sentiment général est celui d'un assemblage de « briques » (les micro-scénarios thématiques). Le moteur (ou fil-rouge) de chaque scénario n'est pas assez visible.

- ➔ Il s'agit, dans cette première version transmise aux participants au cotech, d'une version technique, pour ne rien omettre.
- ➔ Les prestataires reprendront la rédaction pour la rendre plus fluide.
- ➔ Il faut cependant que les scénarios (en version longue) puissent être comparables en tout point.

Les scénarios doivent gagner en cohérence. Il faut ajuster les différentes hypothèses pour qu'il n'y ait pas de contradiction interne au scénario, mais aussi pour « forcer le trait » de chaque scénario et renforcer le contraste entre les différentes alternatives. Les ajustements doivent servir la philosophie globale de chacun des scénarios, il ne s'agit pas d'occulter ou de favoriser certains thèmes.

Les différentes hypothèses sur les zones humides, les zones naturelles, les zones végétalisées en ville, le couvert forestier ne sont pas assez expliquées. Le lecteur ne perçoit pas assez clairement les

dynamiques (augmentation ou réduction des surfaces) et surtout leurs causes. Ces espaces sont abordés dans des paragraphes distincts ce qui ne facilite pas la vision globale.

Le tableau de synthèse est jugé très utile, il ne doit pas rester qu'un outil de travail mais apparaître dans la version finale du rapport. La lisibilité du tableau serait améliorée en ajoutant des codes couleurs et des flèches.

- ➔ Le format du tableau sera retravaillé. Les prestataires veilleront à ne pas générer de confusion avec le tableau de notation des scénarios (évaluation des impacts – à réaliser ultérieurement).

Il convient d'ajouter une colonne pour rappeler **le scénario tendanciel** (en faisant un renvoi vers le rapport de phase 1 où ce scénario est décrit), ainsi que la situation actuelle qui sert de référence pour l'évaluation des impacts des scénarios.

Une ligne est à ajouter au tableau de synthèse pour faire apparaître le rôle de la réglementation : assouplissement ou durcissement.

Le tableau, présenté à la fin de la description des scénarios, doit être annoncé dès le début du chapitre pour que le lecteur puisse s'y référer tout au long de sa lecture.

Les relations de causes à effets ne sont pas assez développées, il faut rendre plus clair les mécanismes à l'origine des changements. Par exemple, l'évolution du prix de l'eau n'est pas liée qu'aux investissements souhaités par les services publics mais dépend également des baisses de consommations (notion de frais fixes à développer).

#### **Remarques sur le scénario catastrophe**

Il y a une incohérence entre l'absence d'action politique et le durcissement réglementaire.

Le durcissement réglementaire doit être mieux expliqué : il s'agit, dans ce scénario, d'une réaction de l'Etat face à une situation qui se dégrade sur les territoires. Les politiques sont uniquement réactives et non plus préventives. Par ailleurs la réglementation peut être durcie sans contrôle de son application.

Le premier paragraphe est à reprendre.

Il y a un risque d'interprétation en ce qui concerne les politiques régionales et la PAC. Il faut préciser que la PAC est transférée aux régions avec une enveloppe budgétaire réduite. L'absence d'intervention régionale, dans ce scénario, est davantage une situation subie qu'un choix.

Les économies d'eau semblent en contradiction avec le désintérêt affiché pour les enjeux de l'eau. La rédaction doit d'avantage mettre en avant ce qui relève d'initiatives individuelles (les économies d'eau face à une situation de plus en plus tendue) et ce qui relève de politiques publiques (désengagement). Pour rendre ce scénario plus extrême, la baisse des prélèvements pour l'AEP pourrait être quasi nulle (conserver le chiffre de 100 m<sup>3</sup>/an/hab.)

#### **Remarques sur le scénario de compromis**

La différenciation avec les autres scénarios n'est pas évidente.

#### **Remarques sur le scénario tout pour l'environnement**

Le rapport n'évalue pas l'acceptabilité de la création de nouveaux stockages.

- ➔ L'évaluation (et les critères de cette évaluation) sont une étape ultérieure de l'étude.
- ➔ Cependant, on peut déjà évaluer que pour compenser la baisse des précipitations durant les mois d'été, la capacité de stockage actuelle sur le territoire devrait être multipliée par 10 (Cf impacts du scénario tendanciel, rapport de phase 1).

La rédaction est à reprendre pour ce qui concerne les milieux naturels. L'objectif ne doit pas être de les conserver « dans l'état actuel » mais « au mieux » compte-tenu de la baisse des apports naturels, les notions de résilience et d'adaptation doivent apparaître. L'intervention de l'homme dans la gestion des milieux ne peut pas compenser (entièrement) les effets du changement climatique.

Le stockage d'eau ne doit pas être vu que sous l'angle des ouvrages artificiels. Le stockage de l'eau dans les sols est aussi à mettre en avant.

- ➔ L'Institution Adour fournira les éléments permettant d'étayer les différentes solutions de stockage.

Les bénéfices liés à ce scénario doivent être mieux mis en avant. La conclusion apparaît trop pessimiste (le scénario ne pourrait se réaliser car trop coûteux). En particulier, les coûts évités seront à évaluer, ainsi que les retours sur investissement. Le scénario insiste trop sur les impôts et taxes, sans parler de réinvestissement dans les services publics.

- ➔ L'évaluation du scénario est une étape ultérieure du travail des bureaux d'études.
- ➔ Les solutions et leurs avantages seront mieux décrits dans la prochaine version du rapport.

Les techniques et technologies alternatives doivent être davantage décrites (agro-écologie, dessalement, ...).

- ➔ Les éléments collectés lors de la rédaction des fiches variables seront repris dans la description des scénarios.
- ➔ L'Institution Adour fournira également des approfondissements sur l'agro-écologie et l'apport de couverts végétaux.

Le paragraphe sur la production d'eau en bouteille n'est pas cohérent avec l'esprit de ce scénario. Il faut se replonger dans le micro-scénario « industrie » et les fiches variables pour mieux appréhender l'hypothèse d'évolution qui correspond à l'idée générale de construction du scénario voulue par les participants aux ateliers de concertation.

Le scénario est à renommer « L'environnement comme facteur de développement ».

### **Remarques sur le scénario des activités qui préservent l'eau**

La différenciation avec le scénario précédent n'est pas évidente. Elle ne se fait qu'au niveau de l'irrigation.

### **Suite à donner**

Les membres du Comité technique sont invités à transmettre leurs observations complémentaires par écrit d'ici le 20 avril.

La rédaction est à revoir avant d'intégrer les scénarios dans les modèles.

Le modèle d'impacts sur les ressources en eau, développé par la CACG, offre la possibilité d'intégrer une information à l'échelle des bassins versants. Cette opportunité est en particulier intéressante pour l'agriculture : il serait intéressant de préciser les évolutions de l'agriculture (les pratiques, les assolements, l'irrigation) à l'échelle de chaque bassin et pour chaque scénario.

Il ne s'agit pas de collecter de la donnée supplémentaire sur la situation actuelle du territoire, mais bien de valoriser l'expertise locale sur les avènements de l'agriculture dans les différents scénarios. La mobilisation de cette expertise ne sera cependant pas aisée (risque d'opposition de la profession à certains scénarios).

- ➔ L'Institution Adour examine la possibilité de re-mobiliser les personnes ayant participé à l'atelier « agriculture » dans la phase 1 pour affiner les scénarios.

## Sélection des critères d'admissibilité

L'analyse des scénarios s'appuie sur plusieurs jeux de paramètres qualitatifs, quantitatifs et monétaires (voir paramètres mobilisés pour l'analyse du scénario tendanciel en phase 1). Pour comparer plus aisément les scénarios puis accompagner le choix d'un scénario dit « souhaitable », les paramètres sont regroupés en plusieurs critères « d'admissibilité ». Parmi ces critères, on retrouve les 4 critères d'évolution des ressources en eau : risque de non respect du DOE, qualité biochimique, état des milieux et risque inondation. A ces 4 critères, il est proposé d'ajouter 3 à 4 critères synthétiques des paramètres socio-économiques. Chaque critère socio-économique général sera composé de plusieurs sous-critères, au même titre que les 4 critères d'évolution des ressources en eau qui regroupent chacun de multiples indicateurs.

Il est rappelé que les critères, comme dans la phase 1, sont exprimés en relatif [-1 ; +1] par rapport à la situation actuelle.

Le Comité Technique est invité à se prononcer sur une liste de critères d'admissibilité.

Le Comité Technique souhaite dans un premier temps qu'un paramètre socio-économique soit ajouté lors de l'analyse des scénarios : le coût de la lutte contre les inondations – regroupant à la fois les infrastructures de protection et les aménagements visant la prévention ou l'atténuation des crues. Une conférence s'est récemment tenue sur la prévention des inondations via l'aménagement du territoire. Les conclusions seront communiquées aux bureaux d'études.

Les critères d'admissibilité retenus à l'issue des discussions sont :

- **Risque de non respect du DOE**
- **Qualité biochimique**
- **Etat des milieux**
- **Risque inondation**
- **Le prix de l'eau** – dans son acception large intégrant AEP, assainissement, taxes et redevances. Le critère pourra être dans un premier temps calculé (€/hab.) puis comparé à la situation actuelle.
- **Les tensions entre usages** – exprimant l'inadéquation entre la somme des besoins en eau et la disponibilité de la ressource.
- **Le nombre d'emplois** – dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme, de la forêt et de la pisciculture. Ce critère sera également calculé (nombre d'emploi total sur le territoire ou évolution du nombre d'emploi par rapport au présent) puis comparé à la situation actuelle.
- **Les budgets des collectivités** – sous-entendu dans le domaine de l'eau. Ces budgets recouvrent les dépenses et les recettes (sans préciser nécessairement la source de ces recettes), en investissement comme en fonctionnement (y compris les emplois). Ce critère pourra intégrer la notion de solidarité amont / aval et de gouvernance (à préciser).

Les membres du Comité Technique sont invités à réagir d'ici le 20 avril sur cette liste de critères et à le faire valider auprès de leurs instances. Cette liste conditionne fortement le travail réalisé par les bureaux d'études, et en particulier la restitution des éléments de comparaison entre scénarios. La visualisation des impacts des différents scénarios s'appuieront sur des matrices multicritères ou des diagrammes en radar. Le nombre total de critères (qui synthétisent plusieurs paramètres) doit donc rester limité (8 maximum) pour faciliter la visualisation et l'appropriation des résultats.

### **Discussion autour des prochains ateliers de concertation**

ACTeon présente les objectifs du second atelier de concertation qui se tiendra fin juin, à l'issue du prochain COTECH.



## Annexe 1 : liste des personnes présentes et excusées

### 6 personnes étaient présentes :

Sandrine BUTRUILLE – Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées  
Mathilde CHAUSSECOURTE – Institution Adour  
Floriane DYBUL – Institution Adour, SAGE Adour Amont  
Frédérique LEMONT – Conseil Départemental des Landes  
Véronique MICHEL – Institution Adour, SAGE Midouze  
Christophe RAMBEAU – Agence de l'Eau Adour Garonne, Délégation de Pau

### Prestataire

Maïté FOURNIER – ACTéon  
Véronique LAMBLIN - Futuribles

### Excusé(e)s :

Florent BARAT – Conseil Départemental du Gers  
Marie BAREILLE – Institution Adour, SAGE Adour Aval  
Stéphanie LANUSSE – SAGE Côtiers basques  
Karine LIERON – Conseil Départemental du Gers  
Henri PELLIZZARO – Syndicat Mixte du Bassin du Gave de Pau  
Philippe REGNACQ – Observatoire de l'eau du Bassin de l'Adour